

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN



XXV^e congrès du parti communiste : retour à la case départ

page 3

génétique et morale

page 8

afrique noire : 100 ans d'histoire qui expliquent tout

page 6

le 5^e congrès de la nouvelle action royaliste

page 5

ASSOCIER ROYALISME
ET DEMOCRATIE

J'ai été heureux de constater que le mouvement royaliste est enfin sorti de ses vieilles ornières de l'extrême droite raciste et xénophobe et qu'enfin il est possible d'associer au royalisme le mot démocratie. Le contraire me désespérait. Je pensais dès 1966 à une monarchie populaire, sociale (socialiste ?), mais la lecture d'«Aspects» ne m'incitait guère à poursuivre mes rêves. Grâce à vous je puis reprendre mes réflexions sur ce thème, celui que les royalistes ont leur place dans le mouvement qui depuis plusieurs décennies, depuis le début de ce siècle amène la liberté aux hommes.

R.D. (Seine Maritime)

IDENTITE NATIONALE

Permettez au nouveau lecteur que je suis de vous faire part de quelques réflexions au sujet de l'éditorial de «Royaliste» intitulé «La France en question» et de mon partiel désaccord. Certes Bertrand Renouvin a parfaitement raison sur deux points : la crise de l'identité que traverse notre pays est certaine et la classe politique dans son ensemble, droite et gauche confondues, n'apporte aucune réponse satisfaisante et raisonne à partir de concepts désuets, d'autre part, dans le passé, notre pays a su parfaitement exister et rayonner sans faire appel au concept jacobin d'un nationalisme exacerbé et il a su s'enrichir par des apports extérieurs et des contacts avec les cultures étrangères. Mais est-ce bien le moment de tenter une redéfinition de la nation ? Ne convient-il pas au contraire, d'affirmer bien haut la valeur de notre culture propre, son caractère irremplaçable, de souligner tout ce qui nous unit, de renouer et de renforcer tout ce qui fait notre originalité ? Je pense que quand cela sera fait, et à ce moment là seulement, nous serons en mesure de reprendre avec quelque chance de

succès le mouvement de brassage des peuples et des cultures qui a caractérisé notre pays. Comment voulez-vous que le souhait d'appartenance à notre communauté nationale soit ressenti par les mélanésien ou par les immigrés si les Français eux-mêmes doutent de leur pays et de leur culture ?

Voilà quelques éléments de réflexion versés à ce débat qui me semble important et que «Royaliste» a su aborder courageusement.

F.G. (Tarn)

PROPOSER ET NON IMPOSER

Connaissant votre revue depuis peu de temps, cette lettre me donne la possibilité de vous dire toute mon estime pour la qualité et la tolérance de ce journal. A travers une option politique, qui pour de nombreuses personnes paraît trop marginale et trop restrictive pour que l'on puisse en tenir compte, vous avez pu aborder tout d'abord un grand nombre de problèmes inhérents à notre société avec un esprit d'objectivité et de souci de la vérité que j'ai beaucoup de mal à trouver quelquefois chez quelques uns de vos confrères; ensuite vous avez pu proposer un projet, le projet institutionnel et humain de la Monarchie, en accumulant de nombreux arguments en sa faveur, mais sans dévier vers des écrits trop virulents et trop polémistes : vous avez cherché à proposer et non à imposer; vous avez donné au lecteur les moyens de se faire une opinion par lui-même. Cette démarche vous honore et vous ferez sans plus avancer les mentalités par cet intermédiaire. Et finalement, en abordant les sujets importants qui peuvent nous préoccuper dans notre vie, vous montrez aussi que le Monarchisme n'est pas un sentiment déconnecté du monde et qu'il peut proposer un certain nombre de réponses à des problèmes qui sont réellement d'actualité.

L'œuvre que vous avez entreprise, semble particulièrement utile pour redresser un grand nombre de préjugés.

C.M. (Vienne)

ceux qui
veulent mourir

Les attentats commis en France et en Allemagne pour Action directe et la Fraction Armée rouge inquiètent à juste titre. Encore faut-il tenter de comprendre leur raison.

Le terrorisme international avait fait oublier ou négliger les réseaux européens, qui se cantonnaient depuis des années dans des actions symboliques quand ils ne se mettaient pas aux services d'organisations étrangères. Après la dure répression pratiquée en Allemagne, après l'effondrement des Brigades rouges, il semblait que l'action terroriste issue du gauchisme occidental était bel et bien terminée. L'exécution de hauts responsables des questions d'ar-

mement annonce-t-elle une renaissance de ce type d'action, et sommes nous à la veille de connaître une «situation à l'italienne» dont notre pays avait été jusqu'à présent préservé ?

Plutôt que d'une renaissance, mieux vaudrait parler d'une action résiduelle, menée par les rescapés des luttes clandestines de ces dix dernières années. Enfermés depuis longtemps dans leur logique, coupés par leur mode de vie de tout contact avec la réalité sociale

en bref

• UN SONDAGE CONTESTABLE

Partisans et adversaires du plan Pisani se battent sur l'interprétation du sondage réalisé fin janvier en Nouvelle-Calédonie par l'Institut BVA. Quant à nous c'est le sondage lui-même que nous contestons. Dans les conditions actuelles il est impossible de respecter les règles délicates d'établissement d'un échantillon de population significatif. Une telle opération n'a donc aucune valeur scientifique et ne peut que contribuer à troubler un débat déjà difficile.

• «PARIS CE SOIR» SUITE
... ET FIN

«Paris-ce-Soir», le quotidien lancé par les amis de Michel Jobert, a cessé sa parution le 1er février. Pierre Plancher, son directeur, a pris cette décision devant le résultat décevant des ventes du journal après quatre semaines d'existence. Il reconnaît une er-

reur : celle de ne pas avoir prévu de budget de publicité, et lance une attaque mettant en cause l'organisme chargé de la distribution du titre chez les kiosquiers. Cette dernière n'est pas très convaincante. Il semble plutôt qu'il n'y ait pas de place pour un quotidien ne disposant pas de puissants moyens financiers. «Paris-ce-Soir» fut une tentative courageuse mais vouée à l'échec et qui a coûté un minimum de 200 millions de centimes à son fondateur.

• RELATIONS HUMAINES

Les fonctionnaires en contact avec le public ne seront plus anonymes et auront désormais sur leur bureau un écriteau indiquant leur nom afin de personnaliser les contacts entre l'administration et les usagers. C'est ce que Laurent Fabius a annoncé à TF1, lors de son quart d'heure mensuel, provoquant une levée de bouclier de la part des syndicats de fonctionnaires. La levée de l'anonymat nuira en priorité aux irresponsables ou aux fainéants. On ne voit pas pourquoi l'on s'en plaindrait.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (50 F), 6 mois (95 F), un an (165 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :
.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste ♦

Sommaire : p. 2 Ceux qui veulent mourir - p. 3 Retour à la case départ - p. 4 la grand-messe laïque - p. 5 Le 5ème congrès - p. 6 Afrique noire : cent ans d'histoire - p. 8 Génétique et morale - p. 9 Le renouveau copte - p. 10 De Chateaubriand à Robbe-Grillet - p. 12 La peau de l'ours.

Dir. de la publication : Yvan Aumont
imprimé en France
diffusion dans les kiosques NMPP
commission paritaire : 51700
téléphone : 297.42.57



■ Andreas Baader

et politique, les réseaux qui subsistent n'ont aucune chance de déclencher un grand mouvement terroriste. Le terrain n'est pas favorable, les milieux qui assumaient le recrutement de militants et leur protection n'existent plus guère, et l'urgence du combat «anti-impérialiste» n'est plus ressentie, du moins en France. Quant aux expériences récentes de lutte terroriste, elles sont négatives en tous points : l'Etat allemand s'est renforcé sans se «fasciser», la société italienne a résisté aux Brigades rouges qui ont fini par se détruire d'elles-mêmes parce que la clandestinité prolongée est toujours un enfer.



■ Carlos

Quelques uns s'habituent cependant à cet enfer, dont ils ne peuvent ni ne veulent plus sortir. L'action violente devient pour eux une drogue qu'ils consommeront jusqu'au bout, jusqu'à leur mort. Nombre de terroristes «repentis» ont dit la fascination des armes et du sang, qui estompe et finit par détruire les objectifs politiques de la lutte armée. Il y a peut-être cela chez les terroristes d'aujourd'hui. Mais plus sûrement le désespoir, et la recherche plus ou moins consciente d'une mort dans la fidélité à la vie que l'on a vécue.

C'est à la fois tragique, et dangereux. Notre société est fragile et la peur provoquée par le terrorisme est toujours celle du pire. La haine ne nous en préservera pas, mais un très ordinaire sang froid.

Yves LANDEVENNEC

parti communiste : retour à la case départ

«Un spectre hante l'Europe : le communisme», lit-on en introduction du «Manifeste» de Karl Marx. Un siècle plus tard, l'affirmation reste vraie, tout particulièrement pour la France. Le XXVe congrès du P.C.F. en a fait la démonstration.

On y a vu un Parti fantoche agités désespérément une idéologie fantôme. La différence insigne, c'est que le P.C.F. ne fait peur à personne d'autre qu'à lui-même. Les éclats de voix, les sentences violentes, les envolées apocalyptiques ne changent rien à l'affaire. Le P.C. veut prouver qu'il existe, alors que les déclarations de son secrétaire général démontrent superbement qu'il a été dans l'incapacité de tenir un rôle positif sur la scène politique depuis une dizaine voire une vingtaine d'années. Rare parti politique aura autant et si longtemps persisté dans l'erreur. Erreur que l'attitude à l'égard de la déstalinisation engagée par le rapport Khrouchtchev, erreur que la position face au général de Gaulle, erreur majeure surtout que d'avoir souscrit aveuglément à l'Union de la gauche, erreur enfin que la participation gouvernementale puisqu'elle a entériné une politique «social démocrate». Depuis presque un quart de siècle, la ligne politique du P.C. virevolte au gré des événements, ballottée par une Histoire à laquelle il est devenu difficile d'assigner un «sens». La seule et belle permanence dont puisse se targuer le Parti communiste, c'est justement cette capacité incroyable à l'erreur. Était-il pourtant impossible d'envisager que François Mitterrand interprète la Programme commun comme un outil de rassemblement à son unique usage ? Fallait-il beaucoup de sciences et de dialectique pour pressentir que le socialisme français conduirait en fin de compte à une variante nationale de social-démocratie ?

Le P.C.F. savait, bien sûr. La direction tout au moins, la base baignant dans la douce illusion entretenue par le secrétaire général et les siens. Et puis la crise n'avait pas produit tous ses effets destructeurs, l'échiquier politique gardait ses pôles et ses références. Vers la fin des années 70, la crise d'identité du P.C.F. ouverte en 1968 s'est

précipitée. Michel Rocard, avec d'autres, s'interrogeait : «à quoi sert le P.C.F. ?» Aujourd'hui à jeter un regard sur le Parti communiste, c'est son existence même qui est remise en question. En quelques années, des centaines de milliers de militants, d'adhérents, d'intellectuels ont déserté l'appareil, la chute électorale a ramené le Parti aux scores des origines. Dans l'opinion publique, depuis le mot de Sartre et pendant longtemps, tout anticommuniste était un chien. C'est le contraire qui l'emporte aujourd'hui : l'anticommunisme virulent est de mode.



■ Pierre Juquin : condamné avec sursis

Le XXVe congrès, sans réelle surprise, aura été une étape supplémentaire dans l'inexistence avec cette quête éperdue qui saisit tout fantôme : se réincarner, retrouver une âme, un visage, une apparence, non plus cette ombre floue et fugace rejetée par tous (les sondages montrent que le communisme et les pays de l'Est désespèrent jusque dans les rangs des sympathisants du Parti). Georges Marchais n'a pas lésiné sur les mots pour laisser croire à ce semblant d'existence : «le rapport des forces demeure, au niveau mondial, en faveur des forces de progrès». Sur le plan intérieur, rien n'échappe à l'opprobre du secrétaire général : Mitterrand, le gouvernement, la

télévision («la plus anticommuniste du monde»), les institutions, les communistes. Les communistes ? Pas les bons, l'écrasante majorité des 1 700 délégués au Congrès, mais les mauvais, la soixantaine de délégués qui refusent l'état fantomatique, qui souhaitent redonner une essence à leur Parti.

La préparation du Congrès les votes locaux et départementaux sur la résolution du secrétaire général, ont permis l'émergence d'une contestation interne, touchant en profondeur 13 fédérations, dans lesquelles 20 à 30 % des militants se sont abstenus ou ont voté contre le texte de la direction. Fait unique dans les annales du Parti, une opposition a brisé le sacro-saint principe de l'unanimité. Devant le Congrès, ses représentants (Pierre Juquin, Félix Damette) se sont exprimés, n'épargnant pas leurs critiques au secrétaire général, mais sans jamais glisser vers la dissidence, qui conduirait à terme au départ volontaire ou à l'exclusion. Là encore la situation est inédite, à ce point que trois «rénovateurs» (Juquin, Rigout, Damette) ont été reconduits au comité central (même si il est vrai plus d'une dizaine d'entre eux en ont été évincés). La tolérance de «sensibilités» (le mot a été employé) n'a pas atteint le bureau politique, où Pierre Juquin a perdu son siège.

C'est un Georges Marchais triomphalement réélu à son poste de secrétaire général qui a clôt le congrès. Celui qui a entraîné le Parti dans le gouffre entamera ainsi sa douzième année à la tête du P.C.F.. Chez les communistes, le jeu du «qui perd gagne» est passé dans les habitudes. Les «rénovateurs» parviendront difficilement à corriger la ligne de déclin, encore moins à l'inverser. Trop divisés, d'aspirations et d'inspirations très différentes (du partisan d'une évolution «italienne» au stalinien incorrigible), les «rénovateurs» en resteront sans doute à la simple et seule contestation. Il est vrai qu'en chaque régime de type social-démocrate comme le nôtre on a assisté à la marginalisation du parti communiste national à son durcissement pro-soviétique et au développement en son sein d'une opposition, pouvant aller jusqu'à la scission. Sans aller nécessairement jusqu'à cette conclusion finale, le P.C.F. semble désormais promis à un tel avenir.

Emmanuel MOUSSET

en bref

• MOEURS DOUTEUSES

La publication par «Paris-Match» d'une photo représentant une prétendue réunion du groupement terroriste «Action directe» n'est pas passée inaperçue. Il s'agissait en fait de celle d'un banal comité de soutien à un accusé. A la suite de la plainte des intéressés, l'hebdomadaire a du publier un rectificatif piteux. Déjà, il y a quelques années, «Paris-Match» s'était signalé par la publication d'une photo d'une réunion néo-nazie en Allemagne. Photo truquée pour laquelle avaient été embauchés des figurants et loués des uniformes chez un costumier. La nouvelle publicité pour Paris-Match sera désormais : «le poids des mots, le toc des photos».

• LES OUBLIÉS DE L'HISTOIRE

4 septembre 1974. Huit Français musulmans commencent une grève de la faim pour voir reconnaître aux anciens harkis et leurs familles leurs droits essentiels (voir notre journal N°175 du 9/10/74). Au premier rang de leurs revendications la situation lamentable des «camps d'hébergement» de Bias et de St Maurice l'Ardoise.

28 janvier 1985. Trois fils de harkis commencent une grève de la faim au camp de Bias. Leurs revendications : les mêmes qu'il y a onze ans !

Ainsi, 23 ans après la fin de la guerre d'Algérie, en dépit des promesses maintes fois répétées, les gouvernements successifs se sont montrés insoucieux ou incapables d'apporter une réponse définitive aux légitimes désirs d'une communauté qui représente aujourd'hui plusieurs centaines de milliers de personnes. A l'heure où l'on se penche, à juste titre, sur le sort réservé aux travailleurs immigrés, il ne faudrait tout de même pas oublier ceux qui demandent toujours à devenir des «Français à part entière et non pas des Français entièrement à part».

• RESSOURCES MINIMUM

La presse s'est faite l'écho d'une initiative de la Ville de Clichy instituant un «smic municipal» de 2400 F pour les personnes âgées et les chômeurs en fin de droits... Cette initiative dont nous ne connaissons pas encore le détail nous semble courageuse. C'est bien aux municipalités de faire aujourd'hui des tentatives pour pallier les trous de la protection sociale, comme pour trouver des solutions novatrices pour le logement, pour l'insertion des immigrés. Si les élus municipaux se mettent à avoir de l'imagination tous les espoirs sont permis.

la grand messe laïque

Les Congrès de la Fédération de l'Education Nationale se suivent et se ressemblent ... désespérément.

En effet, entre le congrès d'Avignon qui s'était déroulé en 1982 dans l'euphorie des lendemains d'élection qui chantent et le congrès de Lille qui vient de se terminer trois longues années se sont écoulées, au cours desquelles le paysage politique de la France s'est profondément modifié. Mais la FEN, comme si de rien n'était continue à s'enliser dans ses traditionnelles et éternelles querelles de chapelles et à se perdre dans des considérations idéologiques sur feu l'école républicaine de papa.

«Unité-Indépendance-Démocratie, bien que le SNES (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire, à majorité communiste) ait mis à profit la semaine de congrès pour provoquer la direction de la fédération (à majorité socialiste) en organisant une grève de 24 heures pour protester contre l'austérité de la rentrée 85, bien que Jacques Pommatau (au nom de la direction) leur ait reproché en agissant de la sorte de «faire le lit de la droite», tout est rentré dans l'ordre à la fin du congrès. La



■ Printemps 84 : les laïcs dans la rue

Alors que l'Union de la gauche a montré en juillet dernier, qu'elle n'était pas plus solide dans la majorité qu'elle ne l'avait été dans l'opposition, la FEN est la seule composante du mouvement qui a mené Mitterrand au pouvoir à croire encore à l'Union et à la pratiquer. Recevant les congressistes à la mairie de Lille, Pierre Mauroy les a d'ailleurs conforté dans leur opinion en déclarant : «Tout redeviendra possible quand la gauche retrouvera sa véritable union» puis «la gauche se portera mieux si la FEN se porte mieux»... L'éviction de l'ancien premier ministre ne semble pas lui avoir servi de leçon.

Bien que le congrès ait été marqué par des affrontements verbaux opposant les minoritaires pro-communistes du courant «Unité et Action» aux majoritaires, proches du PS de la ten-

direction sortante (U.I.D.) a été reconduite dans ses fonctions par plus de 60 % des délégués, comme à Avignon.

Depuis Avignon, le climat politique a changé. Les manifestations organisées l'année dernière pour la défense de l'enseignement libre ont montré que les revendications concernant le grand service unifié et laïc de l'Education nationale n'était qu'une chimère. Et pourtant la FEN continue de rêver. Pour son secrétaire général, le retrait de la loi Savary est «le signe d'une capitulation devant les tenants de l'école privée et leur manifestation du 24 juin». Prisonnier de la dialectique droite-gauche, il ne paraît pas percevoir que ce mouvement était révélateur d'un bouleversement profond de la société française.

Patrice LE ROUE

Le 5e Congrès de la Nouvelle Action Royaliste s'est tenu à Paris le 9 février. Un nombre de participants nettement accru, la présence d'adhérents récents dont c'était le premier congrès prouvent, s'il en était besoin, la vitalité de la N.A.R..

La matinée était consacrée, d'une part à la lecture et à la discussion du rapport moral présenté par le Comité Directeur, d'autre part au travail en commissions. Pour celles-ci deux sujets avaient été retenus par le Conseil National, l'un sur l'immigration et l'autre sur les institutions. Débats animés, parfois vifs, voire passionnés pour élaborer les textes définitifs des différentes motions à proposer au suffrage des congressistes.

L'après midi, après avoir entendu les rapporteurs des commissions, l'assemblée générale procédait au vote sur les différentes motions proposées (nous publions ci-contre les textes des motions adoptées) ainsi que sur la «Déclaration de Politique générale», élaborée par le Comité Directeur, qui recueillit la majorité absolue des suffrages.

Une partie des congressistes devaient se retrouver le lendemain pour une journée de travail consacrée aux techniques de propagande.

MOTION «IMMIGRATION ET CONVIVIALITE»

Les problèmes réels que pose à la France l'insertion des immigrés ne seront pas résolus par des phantasmes xénophobes ou racistes exploités par l'extrême-droite et une partie de l'opposition. Par ailleurs l'antiracisme de principe dont s'est trop longtemps contentée une partie de la gauche est aujourd'hui inopérant.

12 millions de travailleurs sont venus de l'étranger depuis la dernière guerre pour contribuer à l'essor économique du pays. Les travailleurs immigrés sont à présent les premiers touchés par la crise, ils n'ont cependant jamais représenté une charge pour le budget de la Nation ni une menace particulière pour la sécurité publique. Soumis à la pression intégratoire de notre environnement, ils sont divisés entre le maintien de leur identité et leur adaptation.

La Nouvelle Action Royaliste souligne que la réaction xénophobe exprime la crise de l'identité nationale qui ne semble plus assez forte pour admettre des apports nouveaux.

n.a.r. le 5ème congrès

La N.A.R. constate que notre société est, de fait, pluri-ethnique. La N.A.R. souhaite que :

1) les mesures exigées par la conjoncture de sous-emploi et tendant à restreindre les flux d'immigration et à encourager les retours volontaires ne revêtent aucun caractère vexatoire à l'égard des familles et n'aient qu'un caractère transitoire.

2) L'implantation des habitats et leur répartition tiennent compte d'une part du désir des intéressés de maintenir entre eux des liens communautaires et d'autre part de la nécessité de mêler étroitement ces familles à la population. Leur faciliter en ce sens une accession à la propriété qui les fasse entrer dès que possible dans la responsabilité partagée de leur cadre de vie.

3) Les infrastructures leur soient offertes pour qu'ils organisent eux-mêmes leur pratique culturelle, et qu'ils bénéficient dans ce cadre de l'enseignement de leur langue, l'école publique étant nécessairement par ailleurs facteur d'intégration.

4) Le droit de vote soit reconnu à tous résidents (après un certain délai), ayant travaillé (un certain temps), afin qu'ils participent à part entière aux instances représentatives des communes et cantons dont ils sont, de fait, membres actifs. Cette citoyenneté locale n'implique pas la naturalisation française, obtenible ultérieurement au terme d'une démarche volontaire, mais ménage vers celle-ci un moyen d'accès graduel.

5) la différence culturelle, morale, religieuse qu'accentue actuellement aux yeux de beaucoup un certain fondamentalisme islamique ne doit pas faire oublier qu'il y a déjà eu dans l'Histoire des « Frances musulmanes » et de fructueuses synthèses entre nos coutumes, langues et pensées.

Il dépend de l'attention réaliste et de l'humanité dont nous les entourons, ainsi que de l'authenticité de notre vie civique et culturelle que cette évolution se parachève et ouvre sur une nouvelle citoyenneté.

En ce sens la N.A.R. entend soutenir le mouvement pour l'égalité des droits entre Français et immigrés tel qu'il s'est exprimé à travers la « Marche des Beurs » et « Convergence 84 pour l'égalité ». Répondre à cet appel est une tâche urgente.

Il y va, selon le mot du Prince, de l'Honneur de la France.



DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE

Indépendante de tous les pouvoirs et de toutes les puissances, la NAR a toujours milité pour l'unité de la nation et une démocratie vivante que seule une monarchie pleine et entière peut incarner durablement. Elle refuse, par conséquent, de réfléchir selon la logique de la guerre civile froide et d'inscrire son action dans l'un ou l'autre des camps qui s'affrontent de façon absurde et dangereuse.

Parcequ'elle est composée de citoyens qui ont le souci et la passion du présent, la NAR entend participer activement à la vie du pays et au débat démocratique dans celui-ci, selon ses propres critères et en fonction de son projet royaliste qui inspire ses analyses et ses propositions.

Face à la crise globale qui bouleverse la société française, la NAR réaffirme la nécessité de dépasser les clivages politiques et l'opposition entre des systèmes idéologiques désuets.

La crise de l'identité nationale appelle l'invention d'une nouvelle citoyenneté, par delà le jacobinisme et malgré un individualisme qui tend aujourd'hui vers un point culminant. Elle ne saurait en revanche être résolue par des réactions xénophobes, qui sont un des signes de cette crise d'identité mais qui ne peuvent en aucun cas la résoudre.

La crise économique appelle l'application d'une politique industrielle cohérente, et une protection temporaire des secteurs les plus menacés.

Elle ne saurait en revanche être maîtrisée par le recours à l'idéologie du marché et par une gestion au jour le jour qui aggrave le chômage et produit de la misère.

Quant au débat politique, il ne pourra longtemps se réduire au conflit des volontés de puissance,

à l'exacerbation cynique des passions, à la surenchère démagogique, sans menace grave pour la démocratie. Il appartient aux partis politiques d'en prendre conscience et de s'interroger sur le discrédit qui les frappe. Il revient au Président de la République, dans les limites trop étroites de son indépendance, de jouer son rôle d'arbitre et de garant de l'unité nationale et de ne pas céder à la logique de l'affrontement partisan.

C'est pourquoi la NAR :

- soutiendra le Président de la République, en dépit de l'ambiguïté de sa fonction et de certaines de ses prises de position, chaque fois qu'il œuvrera pour l'unité du pays, mais sans qu'elle abandonne jamais sa liberté critique.

- refusera toute réforme qui porterait atteinte à l'esprit des institutions créées par le général de Gaulle et, notamment, s'opposera à toute réduction de la durée du mandat présidentiel.

- contribuera à toutes les recherches et à tous les débats qui auront pour ambition de faire sortir notre pays de sa crise économique et sociale - mais continuera de dénoncer une politique économique trop respectueuse des dogmes libéraux et qui se réduit, en pratique, à des recettes de gestion peu différentes de celles du passé.

- participera, y compris sur le plan électoral, à tout rassemblement qui se ferait autour des principes d'unité, de liberté, de justice sociale et d'indépendance nationale que les royalistes de la NAR n'ont cessé de faire prévaloir et qui ne pourront être pleinement réalisés que dans le cadre de la monarchie incarnée par Monseigneur le comte de Paris.

MOTION « Avenir et Menace SUR LES INSTITUTIONS »

A l'égard des institutions de la Vème République, la NAR n'a cessé d'avoir une attitude critique et constructive.

Constructive en raison de l'esprit monarchique qui les inspire, et qui se traduit, dans le texte constitutionnel, par le souci de l'indépendance du chef de l'Etat et par l'affirmation de son rôle arbitral. En outre, l'unité de décision est réalisée dans la pratique, notamment dans les domaines essentiels de la politique étrangère et de la Défense.

Critique aussi parce que les institutions actuelles ne vont pas jusqu'au bout de leur logique. Affirmés en principe, ni l'arbitrage, ni l'indépendance du pouvoir ni la continuité ne sont en fait assurés. Les conditions de l'unité de la nation, et de la justice en celle-ci ne peuvent par conséquent être réunies.

Quelque soit sa volonté d'unité, un président de la République est obligé de vivre cette contradiction permanente dans la pratique des institutions.

Sans aucun souci de ces faiblesses graves et à terme dangereuses, des projets sont actuellement formés qui tendraient à la réduction de la durée du mandat présidentiel, éventuellement accompagnée de l'institution d'une vice-présidence.

Partant, la NAR s'opposera :

- à toute tentative de réduction du mandat du président de la République. Parce qu'un quinquennat ôterait au chef de l'Etat le caractère spécifique de sa situation et de son pouvoir. Un quinquennat contreviendrait, de façon évidente, à toute continuité dans son action. Il conduirait à jumeler le mandat du président avec celui des députés. Ce lien supplémentaire avec la majorité menacerait l'indépendance du chef de l'Etat. En outre il n'est jamais bon de maintenir un pays dans un climat électoral, d'oppositions et de contradictions, trop souvent répété;

- à tout projet d'instituer une vice-présidence. En France une telle institution serait un non-sens et ajouterait une contradiction supplémentaire entre les divers éléments de l'exécutif.

Aussi la NAR est-elle décidée à faire obstacle à toute réforme constitutionnelle de cet ordre, quel que soit celui qui souhaiterait la réaliser.

La NAR réaffirme sa volonté de parachever la logique monarchique des institutions par le rétablissement démocratique de la royauté, dans le respect des conditions historiques de ce régime et du projet du Prince.

Que l'Afrique était mal partie personne ne peut en douter vingt-cinq ans après la décolonisation. Mais l'Afrique peut-elle s'en sortir ? Peut-être, si l'on abandonne les slogans simplificateurs et qu'à partir d'une solide réflexion historique on se décide à l'y aider. Le centième anniversaire de la conférence de Berlin sur l'Afrique nous invite à cette réflexion.

HISTOIRE

On ne trouvera pas dans l'Acte final de la conférence de Berlin du 26 février 1885 le «partage de l'Afrique», de la même manière que les accords de Yalta ne stipulent pas matériellement le partage de l'Europe. Paradoxalement, on pourrait montrer que le partage de l'Afrique a plutôt résulté de l'échec de l'Acte de Berlin. Deux de ses principaux protagonistes (sur 14 nations y compris les Etats-Unis, la Russie et les pays scandinaves bien mal venus aujourd'hui de s'exonérer du péché originel), l'anglais Gladstone, le français Jules Ferry, ont été immédiatement renversés sur le problème colonial. Plus fondamentalement, l'Acte exprime une philosophie libérale alors moribonde. Il pose en effet les principes de la liberté commerciale, de la liberté de navigation et de l'égalité de traitement, grâce auxquels l'Allemagne pensait s'introduire sur le marché africain sans avoir rien déboursé. On sait qu'il n'en sera rien. Le Pacte colonial, déjà aboli par l'Angleterre (1849) et la France (1861) dans la vague de libre-échange, ressurgira sous d'autres formes avec le reflux protectionniste qui s'engage. La conférence pose encore le principe selon lequel aucune acquisition de territoire ne sera reconnue si elle n'est effective, rejetant le droit de celui qui s'est installé sur la côte à s'approprier l'arrière-pays et déclarant insuffisante la comédie des traités indigènes. Conçu dans ce

sens libéral, il va provoquer l'effet contraire d'une ruée (scramble) vers le centre et le découpage arbitraire de terres pourtant bien délimitées par les pouvoirs indigènes. L'idée était, pour les Allemands, de s'ouvrir des possibilités nouvelles contre les Anglais qui tenaient les accès côtiers et, par un accord amiable, d'exclure l'Afrique du champ des rivalités européennes (on dirait aujourd'hui le «découplage»), d'empêcher une hégémonie sur le continent noir, ce qui les amène à jouer la France pour l'équilibrer, outre le fait de détourner notre pays de la ligne bleue des Vosges. La conférence ne fera qu'entériner cet accord préalable franco-allemand. La «mélée» qui suivra montrera l'inaanité d'une telle tentative.

La troisième préoccupation de la conférence est encore plus significative. Il ne s'est pas agi à Berlin de régler le sort de l'Afrique entière mais celui du seul bassin du Congo, étendu par convention jusqu'à l'Océan indien. L'acquis essentiel de Berlin est l'acte de naissance de l'Etat indépendant du Congo (E.I.C.), l'actuel Zaïre. Ce succès est dû au rôle exceptionnel joué par le roi Léopold II de Belgique à titre purement personnel, l'Etat belge n'étant pas engagé. «On admire le talent de cet homme» (Cornevin) qui aura réussi à éviter l'intervention de l'Angleterre, laquelle doit renoncer à ratifier le traité qui l'engageait aux côtés du Portugal (qui veut relier l'Angola au Mozambique), à s'assurer un débouché sur la mer (en-

afrique noire

cent ans d'histoire expliquent tout

tre Cabinda, le Congo Français et l'Angola) et à maintenir les Français (Brazza) sur la rive droite (1). Comment ? En donnant à la France un droit de préemption, qui fut souvent bien près de se concrétiser jusqu'à ce que nous acceptions de le subordonner à l'accord allemand (en 1911) et que la Belgique se décide à accepter la succession de Léopold, ce qui suscita la réaction immédiate de l'Allemagne : Bismarck dès le lendemain fait prendre possession du sud-ouest africain (l'actuelle Namibie, autre héritage de l'Acte de Berlin) et dès la signature de l'Acte autorise la société de colonisation de l'Afrique de l'Est (Tanganyika), par là même légitimant l'Etat du Congo !

Or l'idée à la base de l'E.I.C. était née neuf ans plus tôt à Bruxelles avec la création de «L'Association internationale pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale» dont l'objectif principal était la lutte contre la traite. Le cardinal Lavigerie y associe les premiers voyages missionnaires des pères blancs à partir de Zanzibar, les instruisant de chercher s'il se trouve un prince noir susceptible, «en se faisant chrétien et en rapport avec les pays chrétiens d'Europe, d'arriver à dominer rapidement une partie considérable de l'intérieur de l'Afrique. Ce jour-là, le christianisme y serait établi, la polygamie détruite, l'esclavage transformé» (1879). L'acte de Berlin inclut une déclaration sur la répression de la traite. Or à cette époque les européens avaient cessé (les derniers : les Etats-Unis en 1865, le Brésil seulement en 1888); la traite était exclusive-

ment arabe et l'expansion arabe gagnait rapidement l'Est africain. Les Européens auront à détruire par le fer les grands Etats esclavagistes (Rabah et Samory en Afrique occidentale et au Tchad) et réussiront à éradiquer totalement l'Islam de l'Afrique centrale jusqu'à aujourd'hui.

ET L'AFRIQUE D'AUJOURD'HUI ?

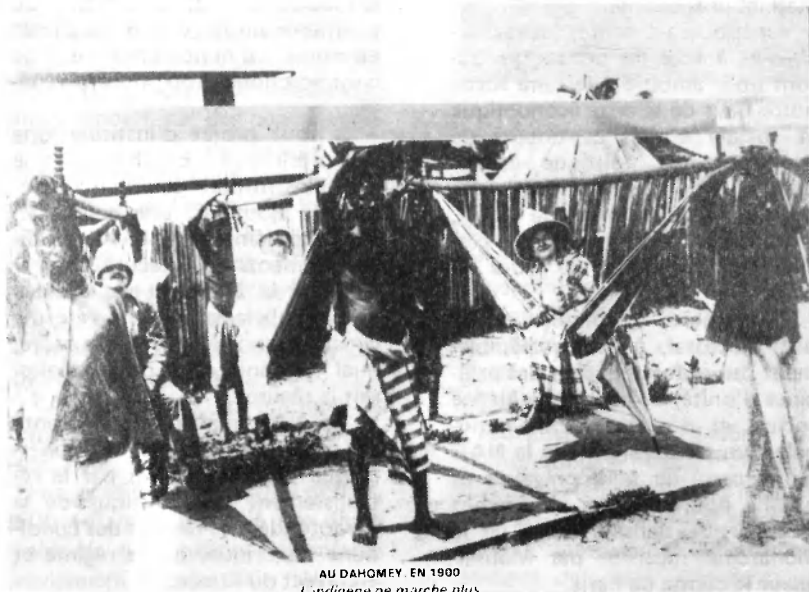
Cent ans après, il convient de retenir les grandes inspirations



■ Le chancelier Bismarck

avortées de la conférence de Berlin :

1/ L'ouverture économique de l'Afrique. La constitution de zones d'influence exclusive a sans doute ruiné le commerce interafricain et les grandes cités commerçantes de l'intérieur (Gao, Tombouctou) mais elle a aussi aligné sur des métropoles protectionnistes l'économie africaine provoquant son étiolement et sa marginalisation. Elle a précipité une évolution vers la modernité mais en détruisant les moyens pour la population d'y accéder autrement qu'en sujets dépendants et assistés.



re qui

Or l'homme africain est ouvert à la modernité fondamentalement progressif (grâce probablement à la réalité et au caractère de ses racines). Il faut lui donner toutes ses chances jusqu'à présent gâchées.

2/ Le «découplage». Il ne faut certes pas transposer en Afrique l'omniprésence de l'axe est-ouest. Il ne faut pas non plus le provoquer. «L'Afrique aux africains» a été un slogan ambigu. L'Afrique ne peut s'en sortir seule. Elle ne peut pas non plus s'accorder sur tout; elle est plurale. Elle a normalement à entretenir des relations avec le reste du monde sans qu'il faille voir rouge; elle n'est alignée que sur elle-même. Elle est faite de solidarités partielles, régionales ou transversales (la francophonie en est une), qu'il faut reconnaître sans globaliser, sans attendre merveille de la démocratie multilatérale de l'OUA ou autres sommets (la «dilution» reprochée aux derniers sommets franco-africains déjà sous Giscard). Sa fragmentation territoriale est un héritage qu'elle a intégré le soumettant comme le reste à sa «dynamique identitaire, conservant à travers les transformations imposées l'autonomie de leurs réponses» (2).

Cela n'entraîne pour la France aucun renoncement bien au contraire : elle doit en permanence demeurer «compétitive», non pas «dans l'ensemble» ou «en principe», mais selon la diversité du réel, liant tactique et stratégie.

3/ Le leadership africain. L'ambition de l'Afrique n'est pas seulement ni principalement d'échapper à la recolonisation ou à la confrontation des blocs, d'ailleurs largement irrelevante. Elle est de peser de son poids sur la scène internationale. Quoi de plus natu-

rel ? Mais elle est un géant peuplé de lilliputiens (Mazrui). Pour échapper à la parcellisation, à l'impuissance, au désintérêt d'autrui (l'Afrique «ennuie» Naipaul mais aussi les «tiers-mondistes» qui lui préfèrent tantôt l'Asie tantôt l'Amérique latine !) ou au trop vif intérêt qu'appelle sa vacuité politique intérieure, il lui faut une locomotive, reprenant l'idée du cardinal Lavigerie. Non pas des hommes privés de base (Nkrumah Nyerere) mais des Etats-leaders, bref reprendre l'évolution historique arrêtée en 1885 vers de grands ensembles (alors souvent islamiques !) qui transcendent le tribalisme cultivé à plaisir par les autorités coloniales (comme l'Afrique du Sud aujourd'hui avec les bantoustans). On peut, avec le professeur Mazrui, penser à un «triumvirat», ou à une «troïka», formé des trois plus riches, chacun puissance régionale structurant l'intérieur, à eux trois pouvoir mondial, le plus peuplé, le Nigéria, le plus vaste, le Zaïre, (3) (s'ils savent dominer leurs fai-



■ Le cardinal Lavigerie

blesse intestines), le plus développé, l'Afrique du Sud (lorsque celle-ci aura un gouvernement noir). Notre stratégie doit en tenir compte.

Yves LA MARCK

(1) Léopold II voulait y adjoindre le Bahr el Ghazal (le sud-Soudan). L'opposition de la France (Hanotaux) l'en empêcha, qui ne servit qu'à nous conduire à Fachoda (1898) et aux problèmes actuels.

(2) Marc Piault, du CNRS, à «Actuel Développement», Novembre-Décembre 1984, dossier consacré à «l'Afrique partagée».

(3) «L'Afrique est un revolver dont la gâchette se trouve au Zaïre» (Franz Fanon).

la politique africaine de françois mitterrand

Voilà un livre bien intéressant qui, sur le sujet tabou que constitue les relations franco-africaines, prend le risque de tenter un commentaire à chaud sur la politique menée par la gauche.

Dans l'euphorie de 1981, la politique africaine n'a pas échappé à la «générosité» de la gauche : faire du neuf à tout prix et montrer que la rupture avec le capitalisme dont on conservait les plans depuis 10 ans, allait trouver là un champ d'application à la fois inédit et fondamental. Malheureusement, à la gabegie et aux attitudes néo-coloniales tant décriées, on ne trouva rien d'autre à proposer que des procédures bureaucratiques moralisantes, de la pureté enfin qui aurait dû enfiévrer nos amis africains. Mais la réalité des rapports, les malaises et les luttes des doctrinaires au sein du PS se sont chargées de ramener l'idéologie à la mesure. Ici comme ailleurs le tiers-mondisme n'a d'effet que chez les riches, c'est d'ailleurs un discours de riches, c'est le discours de la bonne conscience.

Dégagée de ses miasmes, une politique africaine, hésitante comme tout projet diplomatique complexe, pouvait voir le jour. Ce fut une reprise ou une intensification du dialogue avec Madagascar, le Bénin ou le Congo ou d'autres pays tels l'Afrique du Sud qu'on avait un peu vite jetée en pâture à la vindicte publique. Cette stratégie du dialogue tous azimuts, même si certains pays, comme le regrette l'auteur, n'y ont pas été associés (Nigéria, Kenya notamment) est la seule capable, en proposant une voie médiane, de s'opposer aux visées hégémoniques des grands. Car l'idée majeure, c'est d'empêcher que l'Afrique ne devienne le champ des rivalités et des contradictions d'intérêts extérieurs qui transforment chaque conflit régional ou chaque crise locale en affrontement Est-Ouest.

Ce fut particulièrement vrai dans le conflit tchadien où, en même temps qu'une voie médiane était trouvée, l'affrontement direct avec la Libye était évité, au

grand désespoir des Américains qui avaient multiplié les incidents avec ce pays et de celui également de toute une fraction de la presse française qui rêvait d'en découdre. La présentation des termes du problème tchadien par l'auteur est d'ailleurs très éclairante.

Mais là où celui-ci nous met en appétit, et on aurait aimé qu'il développât quelque peu, c'est quand il parle de la stratégie expansionniste de la Banque Mondiale qui, associé au FMI, tend à se transformer en Ministère de l'Economie dans chaque pays investi. La standardisation des administrations économiques, le contrôle des orientations de politique économique dans chaque pays où elle intervient participent du même objectif sous-jacent : la mondialisation de l'économie sous le leadership américain. Et l'auteur de constater que, face à cette menace, le discours tiers-mondiste n'est pas très performant.

Cette menace n'est pas la seule raison du revirement de la politique africaine de la gauche qui s'est opérée depuis les discours d'il y a six ans. Il faut, conclut l'auteur, outre les contraintes financières auxquelles doit faire face le gouvernement, outre les querelles de chefs au sein du PS, reconnaître la force des médias, du courant «francophone», des Etats africains eux-mêmes qui ne veulent pas que les aides de la France s'éparpillent désormais sur beaucoup plus de bénéficiaires, et également dénoncer l'indigence des milieux universitaires français en matière de connaissance de l'Afrique, indigence entretenue par beaucoup de milieux hostiles à l'émergence de nouveaux rapports avec nos anciennes colonies et avec d'autres pays d'Afrique.

SAINT-VALLIER

- La politique africaine de François Mitterrand - par Jean-François Bayart. éd. Karthala - Prix franco : 70 F.

génétique et morale

Peut-on concevoir une éthique de la fécondation ?

Tant que les savants faisaient de l'embryologie expérimentale, créant chimères, monstres à deux têtes ou avec un œil ventral, tout allait pour le mieux... Pas de question de morale sur la manipulation de la vie. Il est vrai qu'il ne s'agissait alors que d'amphibiens. Puis ce fut la révolution dans les cerveaux des «épistémomoralistes» de tous ordres, les biologistes passaient à l'«être supérieur», dès lors, ils devaient rendre des comptes...

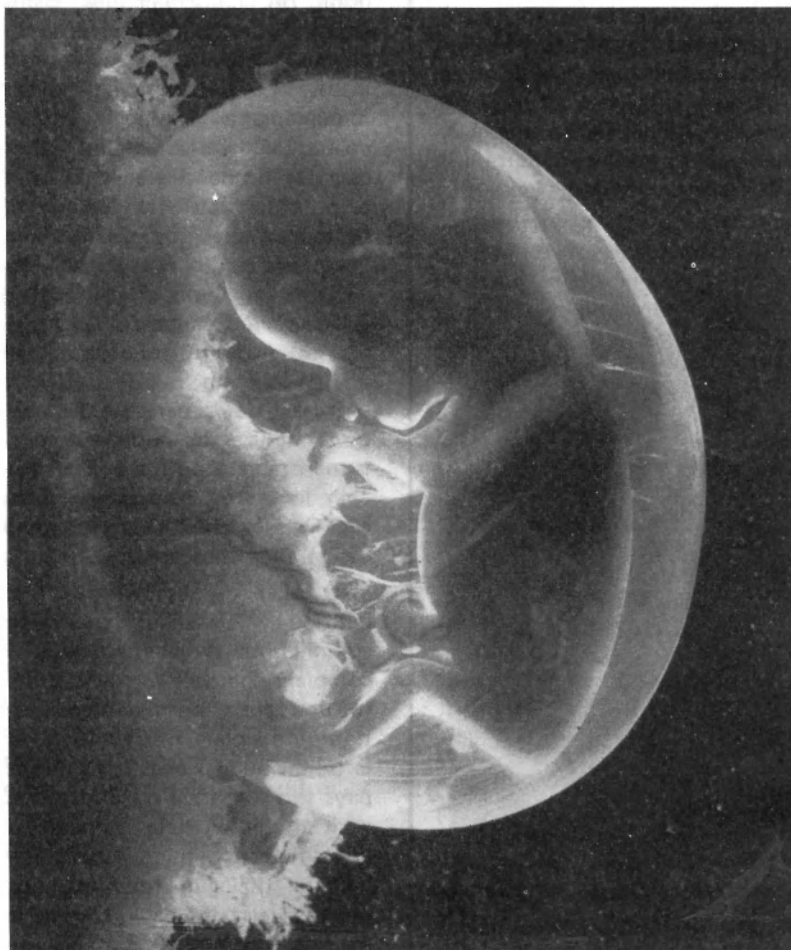
Pourtant ces problèmes juridiques et philosophiques ne datent pas de notre temps «socio-scientifique». Il n'y a qu'à relire dans la Bible l'histoire de Sarah qui n'ayant pu avoir d'enfant d'Abraham lui proposa de féconder sa servante Agar. Agar appartient à cette population de «mères de substitution», «d'accueil» ou «porteuses» acceptant de louer leur utérus.

Mais dorénavant il y a une médiation médicale. Première situation : la femme ne peut produire d'ovule : une mère de substitution est inséminée par le sperme de l'homme du couple demandeur.

Autre situation : la femme produit des ovules mais son état ne permet pas une grossesse normale; le couple peut alors recourir à une fécondation «in vitro» puis à une réimplantation dans l'utérus d'une mère de substitution. Dans ce dernier cas les motivations du couple demandeur peuvent être indépendantes des problèmes purement médicaux, mais reposer sur des convenances personnelles : le carriérisme, l'esthétisme s'accordant mal de neuf mois de gêne. Ou encore, le transsexuel y trouverait la possibilité de porter un enfant... On voit que le but de la «fivette» (fécondation «in vitro» et transfert d'embryon) peut susciter des exploitations non justifiables.

Actuellement la pratique la plus usitée est la première exposée, cela depuis 1980 aux Etats-Unis, rétribution : 50.000 dollars. 600 enfants sont déjà nés d'une mère de substitution. Ces enfants reviennent à 30.000 dollars :

15.000 pour la mère de substitution, 1.500 pour son assurance-vie, 5.000 pour les frais médicaux et 7.500 pour l'avocat, le reste va au centre (une vingtaine aux Etats-Unis), en Angleterre on négocie à 30.000 F et en France, pour le seul exemple dont on dispose - celui de «Patricia» - nous en



sommes à 50.000 F. Ce partenaire, à savoir l'argent, n'est pas à négliger car il peut vous permettre de choisir la fécondation de votre gamète avec celui, souvent biologiquement obsolète, d'un Nobel; ou de bénéficier d'une mère de substitution de «meilleure catégorie», critère non vérifié par la biologie.

Lors des premières expériences, on fut obligé d'associer un autre «parent» : le juriste. En effet, rien dans les lois ne pouvant résoudre le cas d'une mère de substitution refusant de «livrer» l'enfant; ou

de l'insémination d'œuf dont la moitié du patrimoine génétique proviendrait d'une personne morte (la petite-fille attendant un enfant de son grand-père). Sur ce sujet le comité d'éthique, créé le 23 février 1983 a précisé le 31 octobre 1984 que : «le recours à une mère donneuse, en l'état du droit, est illicite. Il réalise la cession d'enfant (...). L'intermédiaire, médical ou non que nécessite l'opération pourrait être coupable comme auteur de délit prévu par l'article 351-1 du code pénal». Cet article le voici : «Sera puni de dix jours à six mois d'emprisonnement quiconque aura provoqué les parents ou l'un des deux à abandonner leur enfant né ou à naître, détiendra un tel acte ou en fera usage; aura dans un esprit

but lucratif, devront être considérés comme un crime». Mais il existe des problèmes spécifiques, tel ce bébé microcéphale qui fut refusé, aux Etats-Unis, par les deux parties. Bien sûr pour tous ces législateurs, il n'est pas question de parler de solution empirique au cas par cas; il leur faut un code...

Voilà pourquoi le colloque qui s'est tenu sur ce sujet les 18 et 19 janvier derniers le fut à la demande de M. Badinter.

Aujourd'hui on peut donc faire des enfants hors la loi (sans doute plus pour longtemps), mais aussi hors de la morale. Cependant «61% des Français sont favorables aux nouvelles techniques de reproduction et 62% des couples feraient appel à la fécondation «in vitro» à condition de n'avoir recours à aucun donneur» (sondage «Enfants», mars 84). Pourtant 51% de ces mêmes Français désapprouvent le principe des femmes porteuses (sondage Sofres «Femmes d'aujourd'hui»). Quant aux arguments du comité d'éthique, mettant en avant «l'intérêt de l'enfant» et songeant au «syndrome de l'enfant à deux mères» ou à l'état psychoaffectif d'un enfant «abandonné» par sa mère porteuse », ils sont loin de faire l'unanimité. Le problème moral est compliqué par le fait que l'évolution semble se faire dans le sens de la seule reconnaissance de la filiation biologique (par exemple la loi du 3 janvier 72 où le seul père reconnu est le géniteur; fait «démontrable par des analyses hérédobio-logiques»).

Or résoudre le problème moral de la fécondation artificielle requiert très certainement une évolution inverse, qui pour reprendre la formule du professeur au Collège de France, Françoise Héritier, irait vers la reconnaissance d'«une configuration parentale fondée beaucoup plus sur les concepts affectifs et sociaux que sur ceux de la génétique, et qui donnerait la primauté (...) à (la filiation) de cœur et de la tradition communautaire». Belle définition qui ne suffira peut-être pas à nous préserver des ravages toujours possibles d'un retour de l'idéologie eugéniste que nos nouvelles capacités reproductives favorisent.

Franck LAFONT

Sources : «La Recherche», janvier 1985 : «Faut-il interdire le prêt d'utérus», par Joëlle Ayats.

Voir aussi le dossier du «Point», 3/9 décembre 1984 : «Biologie, jusqu'où peut-on aller ?»

le nouveau copte

Ainsi après trois années, le destitué, l'exilé, le prisonnier, Chénouda, Pape d'Alexandrie, 117^e successeur copte monophysite du siège de Marc, troisième du nom a été libéré. Même si peu entendue ici, cette nouvelle ramène à la traditionnelle question du proche-orient et donc du christianisme et de l'Islam !

Copte : ainsi l'envahisseur arabe avait infléchi l'Aggyptos grec initial. Le mot dénombre une civilisation passée, un christianisme vivace, une race opprimée. D'abord la filiation des Pharaons, une origine qui se fit avec et contre Dieu. Puis l'Alexandrie des Juifs et des Hellènes devenue chrétienne par l'apostolat de l'Evangéliste, les martyrs innombrables, les docteurs et le monachisme qui naquit dans les déserts à l'orée de la mégapole. Et plus tard, au VI^e siècle, avec les Arméniens et les Syriens jacobites le premier schisme durable, nommé monophysite qui brisa l'oïkouménè, sonna le commencement de la fin impériale, prépara le lit de l'Islam. Depuis la splendeur s'est faite obscurité et l'Occident de l'oubli ne sait pas qu'ensemble église, peuple et culture, celà «copte» persiste à être bien qu'occupé, dominé, asservi et ne saurait renoncer.

Qui ne sait que la loi islamique pose le principe de tolérance pour les dhimmis, les autres religions du Livre (Coran II,62) ? *Tolerare*, sens figuré : endurer. Le principe est de tolérance, les faits disent la citoyenneté diminuée, le droit particulier, l'infériorité politique et sociale, l'impôt spécifique, le ghetto urbain, l'interdit de prosélytisme. La tolérance islamique induit à la conversion par la contrainte civile plutôt que par la persécution, tout en incluant cycliquement cette dernière. La minorité copte, l'une des premières chrétiennes du Proche Orient, dans la solitude de son schisme a vécu cette situation de manière accentuée. Depuis l'an 539 et l'appel des coptes monophysites à l'aide arabe contre le parti melkite chalcédonien et impérial, l'histoire de l'Egypte a subi une coupure univoque. Longtemps la force du Clergé, une tentative d'élitisation systématisée ont tempéré le mouvement. Et les nécessités périodiques de l'union; telle la relative alliance de Nasser et du précédent Pape, Cyrille VI, dont la nouvelle cathédrale du Caire témoigne. Aujourd'hui l'intégrisme musulman, le déséquilibre démographique, l'immigration croissante menacent cette fragile et fausse paix de la servitude. C'est pourtant au-delà que le Pape Chénouda n'a cessé d'interroger, refusant la lente décadence.

Le jour de l'assassinat du président Sadate, le 6 octobre 1981, le destin de Chénouda III fut scellé.

Destitué depuis quatre mois, le Pape était assigné à résidence au monastère d'Amba Bishoi dans le Ouadi Natroun. Là le jour même il célébra un office à la mémoire de son compagnon de route et frère dans l'épiscopat, l'évêque Samuel qui lui aussi avait trouvé la mort dans l'attentat - lors des primaires de l'élection patriarcale de 1971, Samuel avait recueilli plus de voix que Chénouda. Mais c'est le nom de ce dernier qui après la liturgie solennelle avait été tiré au sort (ainsi le veut la coutume) par le plus jeune cérémoniaire cathédral. Après la destitution,

Mgr Samuel devint naturellement *locum tenens* et s'efforça d'éviter le pire. Sa disparition et celle du Rais pendant le défilé de la fête nationale prirent force de symbole et la destabilisation annula la réalité de la destitution. Le Pape Chénouda ressortait légitimé de l'épreuve, hiérarque suprême et ethnarque consacré, mais son action historique, sa volonté de fonder une résistance se révélaient en même temps sans efficacité, ou pour le moins dans l'impasse.

Remontant le cours de sa vie on y percevra un balancement typiquement alexandrin entre religion et politique, patience et force, action et spiritualité - balancement ramenant aux figures de Théophile, du Grand Cyrille ou encore de Dioscore le schismatique. De la génération révolutionnaire et des premières guerres contre Israël - il est né en 1923 - Chénouda a d'emblée donné un sens politique à sa fonction : autour de lui devait se fonder un projet de réveil religieux et national copte. Jeune, il fut un des animateurs des «*Sunday Schools*», sorte de mission intérieure à l'Eglise copte; ainsi sa pastorale énergique et unitaire vise une identité militante. A l'intérieur le synode rajeuni a triplé en sièges et constitue une garde indéfectible; les nombreuses ordinations de prêtres, consécractions d'églises sont autant le signe de la renaissance que son moyen. A l'extérieur en amplifiant les missions africaines et en rassemblant le monde jacobite, Chénouda a tâché de doter le monophysisme d'une prétention plus universaliste. De là une vision de l'œcuménisme et des relations avec l'orthodoxie, le catholicisme romain et le protestantisme souvent limitée à l'usage diplomatique. Lorsque le Pape Cyrille VI l'avait élevé à l'épiscopat, il lui avait conféré l'enseignement théologique. Juriste et historien, Chénouda a orienté les intellectuels coptes dans la voie polémique d'un monophysisme fondamental, d'un traditionalisme ferme et d'un antioccidentalisme clos.

Surtout il a revendiqué l'héritage égyptien pour la seule communauté copte; au point d'être accusé (en mai 1980), par Sadate de vouloir créer un Etat sécessionniste autour du bastion chrétien d'Assiout. Le moine authentique qu'il est se trouvait au bord de la guerre civile. Cela, l'ex-bibliothécaire du Deir el Siriani, l'ancien ermite de Scété, le commentateur d'Isaac le Syrien, Père Antonius avant que d'être Pape Chénouda, dans l'autre versant alexandrin, ne pouvait certainement pas l'accepter. A la frontière du temporel et du spirituel, le Pape Chénouda avait tendu aussi loin que possible l'ambiguïté copte entre église et peuple, tentant par là de forcer la logique de la force. Aussi loin que les tragiques affrontements du 17 juin 1981 à Zaouira et Hamra qui débouchèrent sur la destitution.

Ainsi le nouveau copte durable et inspiré se trouve assurément dans la renaissance monastique de Scété. Chénouda lui-même n'y a-t-il pas vécu en solitaire une dizaine d'années ? S'ajoute ici dans une vision quelque peu différente, un nom chronologiquement antérieur, celui du Père Matta el Meskin.

Terre désolée, désert blanc, Scété figure essentiellement dans le monde chrétien. Fuyant la paix constantinienne, les premiers moines chrétiens gagnèrent ce désert; ils seront martyrs non sanglants d'un temps où il n'y a plus de martyrs.

A Abbou Makar (Saint Macaire), l'un des quatre monastères restant, après une longue nuit, le Père Matta el Meskin a fait ressurgir la sainteté du désert. Renouveau : non seulement qu'avec sa centaine de moines, le Père Matta mène la restauration des murs, la traduction de la patrologie ou l'édition du premier



■ Chénouda III, pape de l'Eglise copte

périodique chrétien de langue arabe, ou encore que le labeur agricole permette de nourrir la région; ceci s'ordonne au détail face à l'œuvre réelle qui est désignation de la grâce, emplissant l'histoire, nouant les origines et l'aujourd'hui dans l'accueil de l'éternité.

Du retrait du moine point l'identité du dogme et de la spiritualité, part la quête de la vision de Dieu, jaillit la kénose seule vraie puissance. Ainsi le Père Matta el Meskin est un théologien, c'est dire un homme de prière (il suffit de lire ses essais sur la pentecôte ou l'unité traduits en français). Ce théologien a donné à Scété la renaissance et la renaissance de Scété ouvre des voies impossibles jusqu'à ce jour pour l'être copte.

QUESTIONS

En quoi tout ceci importe-t-il ? En ce que les chemins coptes face au christianisme universel et face à l'Islam nous interpellent. Le retour du religieux s'inscrit dans l'après nihilisme sans avoir encore livré son secret. Le recours aux masses et à la popularisation ne peut que difficilement éviter l'ornière de l'idéologie. En Egypte mais dans la vieille Europe aussi. Qu'a fait Moubarak en libérant Chénouda ? Parfaire la réputation d'une justice laïque après les mesures de clémence pour les frères musulmans; clore les comptes de l'ère Sadate; montrer l'efficacité de son pouvoir. Si le soutien populaire reste intact, trois années ont suffi pour rendre vaine en termes politiques, la dynamique que Chénouda avait tenté d'insuffler aux Coptes. Le 7 janvier, nativité selon le calendrier julien, après la célébration, le Pape Chénouda a fait acclamer le président Moubarak. Demain peut-être la tragédie recommencera. Au désert de Scété la vie des moines continue. «L'Islam, cette hérésie du Christianisme», disait Saint Jean Damascène. Contre le Christianisme, l'Islam répète le Judaïsme en éradiquant l'histoire et l'incarnation. La parole de l'Islam est une parole du désert; de la parole désertée par la guerre sainte, l'espace occupé. Mais les moines chrétiens ont «transfiguré le désert, ont fait du désert», dit Saint Jérôme, «une cité», allant vers la Parousie. Au désert seul, dans la spiritualité monastique, il y a la réponse transcendante du Dieu vivant et incarné à l'Islam. A la Jihad répond l'Exode. Et le Précurseur et Baptiste de reprendre Isaïe : «Une voix crie dans le désert et dit : Préparez les voies du Seigneur».

JFC

de chateaubriand à robbe-grillet

La grande défaite en tout c'est d'oublier Céline (1)

Je ne pense pas que ce soit une bonne façon de lire ce livre de Robbe-Grillet que d'y chercher hargneusement s'il contredit son œuvre romanesque et tout ce qu'il a écrit depuis trente ans sur le «nouveau roman» (2). Il faut d'abord y chercher son plaisir on l'y trouve abondamment.

Amateurs de romanesque, à la mode d'autrefois, et lecteurs habituels de Robbe-Grillet amateurs de nouveau roman, y trouveront chacun leur part. Mais ce sont d'abord des «souvenirs» - mot qui doit faire horreur à Robbe-Grillet, comment dirait-il des «instantanés» émergeant des profondeurs dans le désordre, comme le cheval à 25 contre 1 à l'arrivée - merveilleusement - je ne sais pas l'écrire autrement - racontés. Et, comme tous les hommes qui évoquent leur passé, il «parle de» ses grands parents, de ses parents, de son enfance, de ses études, de son adolescence et de son séjour en Allemagne en 1943-1944. Il nous donne très raisonnablement à voir des lieux et des personnes. Quand il le veut, il nous montre qu'il écrit comme les grands auteurs du passé, et, il y a, aux premières pages du livre, un souvenir *inventé* qui, en même temps qu'on le lit, place devant les yeux la célèbre veillée à Combours du père du Vicomte.

A d'autres moments il imite à la perfection les romans de gare - l'épisode au cœur du récit de la découverte dans la mer bretonne «sous la clarté blafarde de la nuit» par Henri de Corinthe «chevauchant sa monture blanche» du «Miroir qui revient» - pour nous montrer qu'il n'ignore aucun des moyens que la littérature propose et qu'il peut tout réussir. (Certains se sont demandé, parmi nos critiques les plus éminents, qui était Henri de Corinthe, l'ami du père de Robbe-Grillet, l'homme qui portait au cou les marques de la morsure du vampire, mais voyons, Henri de Corinthe, c'est Robbe-Grillet).

Des critiques se sont étonnés que Robbe-Grillet ne soit pas né dans une famille de gauche, comme si c'était une tare génétique insurmontable, que ses parents lisent, avant la guerre, «L'Action française», «journal

bien écrit» (R.G.), aient pu être antisémites - Robbe-Grillet s'est très bien expliqué sur l'antisémitisme de ses parents, ni «militant», ni «religieux», ni «déliquant», ni «allergique», et je renvoie aux pages du livre - et, sous l'Occupation, pétainistes. C'étaient avant tout des «anarchistes d'extrême droite», des originaux comme les milieux d'A.F., avant 1940, en ont tant connus, fermés sur eux-mêmes, usant d'un langage particulier, - les «idiolectes» du clan, on est surpris de penser à la famille décrite par Jacques Perret dans «La Bête Mahousse» - hostiles ou au moins indifférents à ce qui se passait à l'extérieur et qui ne leur parvenait qu'à travers la prose violente du journal royaliste.

Robbe-Grillet, «bon fils», peu enclin à la révolte - il se plait bien chez lui, il aime sa sœur, ses parents, il fait de bonnes études - va appartenir totalement à ce monde-là. Ce qu'ils pensent, il le pense. Il dit qu'il ne sortira de l'enfance qu'à vingt-trois ans. Il ne se pose pas de questions. Quand le monde ordonné qui a été le sien et que, même un an passé en Allemagne, dans une usine du S.T.O., n'avait pas réussi à ébranler, quand ce monde s'effondre avec la défaite allemande et l'horreur qu'elle révèle avec elle, c'est devant une table rase de son univers intellectuel et moral - il y a peu de politique là-dedans - que Robbe-Grillet se trouve placé. Après avoir cru à l'Ordre - je simplifie - il croira à la Liberté : «Et si vraiment il faut choisir entre ça et la pagaille, c'est sans aucun doute la pagaille que je choisis.»

On peut dire, exagérant à peine - Robbe-Grillet fait mieux que de nous le suggérer - qu'il n'aurait pas écrit quelques années plus tard, ces romans qui posent si cruellement le problème de la réalité si, en 1945, la défaite de l'Allemagne ne l'avait pas placé seul devant sa liberté. «(...) L'expérimentation problématique de la matière romanesque et de ses contradictions s'imposait à moi tout naturellement (c'est aujourd'hui - je le précise encore une fois - que je perçois ainsi ma propre aventure) comme le champ le plus propice pour mettre en scène dans son déséquilibre permanent cette lutte à mort de l'ordre et de la liberté, ce conflit insoluble du classement rationnel et de la subversion, autrement nommée désordre.»

D'autres critiques ont voulu voir dans ce livre un Mea Culpa. Ils l'ont vraiment trop mal lu. Au-

jourd'hui Robbe-Grillet ne nous dit pas autre chose que ce qu'il écrivait il y a trente ans dans les essais de «Pour un nouveau roman». La réalité nous reste inconnue. Le réel, c'est du «fragmentaire», du «fuyant», de l'«inutile», de l'«accidentel» : «L'avènement du roman moderne, écrit-il, est précisément lié à cette découverte : le réel est discontinu, formé d'éléments juxtaposés sans raison dont chacun est unique, d'autant plus difficiles à saisir qu'ils surgissent de façon sans cesse imprévue, hors de propos, aléatoire». Et pourtant, Robbe-Grillet n'évolue-t-il pas ? Ne nous laisse-t-il pas présager un assouplissement de sa manière ? Aux pages 212-213 on trouve quelques lignes bien curieuses. Il y a deux sortes de romanciers, la littérature oscille entre deux pôles. Les uns écrivent, décrivent «la douce familiarité du monde», dont «comme si tout y portait le visage de l'Homme et de la Raison (avec des majuscules)»; d'autres, comme Robbe-Grillet, ne



■ Alain Robbe-Grillet

voient autour d'eux qu'étrangeté, incohérence et s'accrochent aux seuls «détails» qui surnagent dans un univers sans signification. Mais le romancier moderne n'a-t-il pas le droit de naviguer d'un pôle à l'autre ? Quelle bravade : «J'ai la faculté enfin de me déplacer sans repos entre ces deux pôles». Et si demain, puisqu'il le peut, puisqu'il en a la faculté, pourquoi Robbe-Grillet ne le ferait-il pas ? Bien heureux déplacement...

Pierre ANDREU

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

.....

.....

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

(1) Quand j'avais vu Robbe-Grillet, il y a vingt ans, pour m'entretenir avec lui de Céline, il m'avait dit que Céline avait été le premier écrivain qu'il avait eu entre les mains.

(2) A. Robbe-Grillet, - *Le Miroir qui revient* - Ed de Minuit. Prix franco : 70 F.

ACTION ROYALISTE

• PARIS CONFÉRENCES DU MERCREDI SOIR

Chaque semaine se tiennent les conférences-débat des «Mercredis de la NAR» lieu de rencontre unique à Paris, où des gens de gauche comme de droite, des scientifiques ou des littéraires, des vedettes ou des gens moins connus viennent s'exprimer le plus librement du monde devant les lecteurs de «Royaliste».

Les conférences se tiennent dans les locaux du journal: 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (Métro Bourse ou Palais-Royal) et commencent à 20 heures précises (fermeture des portes de l'immeuble après cette heure), elles se terminent vers 22 heures.

L'entrée en est libre et gratuite.

- **Mercredi 20 février** - «Il y a mille ans : Hugues Capet». Avec 1987 s'approche la célébration du millénaire de la dynastie capétienne. Laurent THEIS viendra nous présenter son ouvrage, «L'avènement d'Hugues Capet» et nous parler de celui qui allait être à l'origine de l'étonnante aventure de la France.

- **Mercredi 27 février** - «Vive la laïcité» M. André HENRY a été ministre du Temps libre dans le gouvernement Mauroy mais c'est surtout en tant qu'ancien secrétaire du Syndicat national des Instituteurs et ancien secrétaire général de la Fédération de l'Education Nationale qu'il viendra nous parler de «la laïcité et la liberté de l'enseignement». Les lecteurs de «Royaliste» savent bien que nous sommes, sur ce point, en complet désaccord avec l'ancien ministre. Le débat n'en sera que plus passionnant.

- **Mercredi 6 mars** - «Le 19ème siècle à travers les âges», la parution de ce livre de Philippe MURAY a été, au printemps dernier, salué par la critique comme un événement. Ce 19ème siècle que l'on présente souvent comme l'âge du scientisme, du positivisme est-il réellement ce qu'on nous a dit ? Mais alors pourquoi Hugo, Sand, Michelet s'adonnaient-ils à l'occultisme ? Philippe Muray viendra nous donner les clés d'une époque qui s'infiltra fondamentalement dans le temps présent.

• LIMOGES

Le 22 février, à partir de 20h15 Bertrand Renouvin animera une réunion sur la NAR en compagnie de Laurent Bourdelas au bar «Le Sully», cours Jourdan à Limoges. Les personnes intéressées doivent téléphoner au (55) 77.33.85.

• STRASBOURG

«Analyse et commentaire sur la politique intérieure et extérieure de la France sous la présidence de F. Mitterrand».

Dîner-débat avec Hervé BUSSET, conseiller général CDS et Bertrand RENOUVIN, directeur politique de

Royaliste, le vendredi 1er mars à 20 heures dans un salon du buffet de la gare, place de la gare à Strasbourg. Inscriptions et renseignements auprès de M. Serge Coimbra, 45 Bd. d'Anvers 67000 Strasbourg.

• NANTES

Paul et Pierrette Girault de Coursac viendront présenter leur dernier livre «Le voyage de Louis XVI autour du monde», le mardi 5 mars à 20 h 30 à la Maison des Associations, 7 rue de Gigant (au fond de la cour) à Nantes. Tous renseignements complémentaires sur l'action de la NAR en Loire Atlantique en écrivant à NAR- BP. 203 - 44007 Nantes. Cedex.

• RENNES

Le mardi 12 mars à 20h30, dîner-débat avec Philippe de SAINT ROBERT, commissaire général de la langue française, sur le thème de «La Francophonie». Le dîner se tiendra au restaurant «Le Grand Gousier», rue du Penhoët à Rennes. Inscriptions et renseignements en écrivant à NAR BP 2536 - 35025 Rennes cedex.

LES CAHIERS DE ROYALISTE

Il y a près de 10 ans maintenant que paraissait la première des «Cahiers de Royaliste». Ces Cahiers parurent d'abord photocopiés (jusqu'au numéro 6), puis imprimés. Destinés, à l'origine, à recueillir les principales conférences faites dans les sessions ou nos «mercredis» parisiens, ils forment aujourd'hui un ensemble important de textes fondamentaux, indispensables à ceux qui veulent comprendre la pensée de la NAR. Un récent inventaire de nos archives nous a permis de dresser une liste des cahiers encore disponibles (deux d'entre eux sont définitivement épuisés et quelques autres le sont presque) qui vous permettra de compléter votre collection. A l'intention de nos nouveaux lecteurs nous proposons d'autre part l'ensemble des 12 cahiers restants avec une importante réduction. N'attendez pas pour nous passer commande, certains cahiers risquant d'être rapidement épuisés.

BULLETIN DE COMMANDE A RETOURNER A ROYALISTE 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Nom/ Prénom :

Adresse :

☐ commande les Cahiers : et verse la somme de F

☐ commande l'ensemble des 12 cahiers disponibles pour 80 F au lieu de 126 F

adhérer c'est participer

POURQUOI NOUS SOUHAITONS VOTRE ADHÉSION ?

Pour renforcer la crédibilité de la NAR. Un nombre accru d'adhérents nous permettra d'être mieux représentés à la fois d'une manière géographique et dans les secteurs socioprofessionnels. Cette meilleure représentation contribuera à augmenter notre crédit, aussi bien dans l'opinion qu'auprès des médias et du monde politique.

Pour mieux connaître notre force. Il nous est toujours très difficile de distinguer parmi nos lecteurs ou sympathisants ceux qui partagent véritablement le désir de voir aboutir notre projet. Seule l'adhésion formalise cet accord et nous permet de mesurer notre force réelle.

Pour savoir sur qui nous pouvons compter. Connaître avec précision les personnes auprès desquelles nous pouvons solliciter une aide ponctuelle ou demander un service rend nos démarches beaucoup moins lourdes et beaucoup plus efficaces. L'adhésion est aussi une offre de service nous permettant de mieux utiliser les compétences et les disponibilités de chacun.

Pour assurer notre équilibre financier. Les cotisations des adhérents nous assurent des rentrées d'argent régulières et diversifiées nous permettant de protéger notre indépendance et de ne pas dépendre de générosités isolées qui peuvent être éphémères et sont soumises aux vicissitudes économiques et politiques.

POURQUOI VOUS DEVEZ SOUHAITER ADHÉRER ?

Pour participer à la définition de la ligne. Le congrès annuel des adhérents fixe régulièrement, après débat, la ligne politique du mouvement. Adhérer permet de participer au Congrès et au vote des motions. Adhérer donne la possibilité d'y faire entendre son opinion et de contribuer à la définition de la stratégie à adopter.

Pour élire les dirigeants. Le renouvellement du Comité Directeur est assuré par le Conseil National. Cet organisme, qui a également un rôle de décision quant à l'application de la ligne, est élu par l'ensemble des adhérents. L'adhésion vous permet donc d'être représenté au sein des instances dirigeantes de la NAR.

Pour être informés. Réserve aux seuls adhérents, une publication spécifique «La lettre aux adhérents» fait chaque mois le bilan de nos activités et donne des informations - parfois confidentielles - que l'on ne peut trouver nulle part ailleurs.

Pour bénéficier d'un réseau de relations. L'ensemble des adhérents forme une communauté implantée dans de multiples secteurs socio-professionnels. Etre adhérent permet de bénéficier, à titre personnel, de l'aide que peut apporter cet important réseau de relations et d'amis.

Pour matérialiser votre désir d'adhérer, il suffit de nous écrire ou de nous téléphoner, nous vous enverrons, par retour du courrier la documentation nécessaire.

CAHIER 1 - Qu'est-ce que la politique ? - Ultra gauche et extrême-droite - Une conception de l'homme - Le comte de Paris, un prince pour notre temps - Les multinationales. (poly. 76 p. : 10 F)

CAHIER 2 - La crise de l'Etat - Comprendre la société industrielle - Indépendance politique et sociétés transnationales - G. Bernanos, prophète en notre temps - Une anthropologie maurrasienne. (poly. 72 p. : 10 F)

CAHIER 3 - La nation - Ch. Péguy, prophète en notre temps - Retour à l'idée de légitimité - La monarchie expliquée par les textes du comte de Paris. (poly. 50 p. : 10 F)

CAHIER 4 - La centralisation aujourd'hui - Les luttes pour la nouvelle citoyenneté et leurs échecs - Pour une révolution royaliste - Citoyenneté et monarchie. (poly. 64 p. : 10 F)

CAHIER 5 - Visages de la monarchie - Syndicalisme révolutionnaire - A. Malraux; la guerre d'Espagne - Défense de l'Occident. (poly. 68 p. : 10 F)

CAHIER 6 - Dossier Europe - Libéralisme et canards boiteux - Philippe le Bel. (poly. 68 p. : 10 F)

CAHIER 9 - L'économie sauvage, par B. Renouvin et J. Beaume - La monarchie expliquée par Marcel Jullian - Justice et politique par J.-M. Varaut. (broch. 56 p. : 10 F)

CAHIER 10 - Numéro à thème : différents aspects de la notion de Justice; avec Henri Montaigu, Gérard Leclerc, etc. (broch. 56 p. : 10 F)

CAHIER 11 - Numéro à thème : l'économie politique.

CAHIER 12 - «Sommes-nous en marche ?» réflexion sur les traces de Mai 68, par Luc de Goustine - Une science politique ?, par Bertrand Renouvin - Entretien avec le gl. P.-M. Gallois - Le concept de sécurité. (broch. 64 p. : 12 F)

CAHIER 13 - Dossier Mai 68. (broch. 64 p. : 12 F)

CAHIER 14 - Dossier : Monarchie et Démocratie, par B. Renouvin. (broch. 44 p. : 12 F)

la peau de l'ours

Les jeux sont-ils déjà faits ? A en croire la courbe des sondages, à observer la fébrilité des chefs de l'opposition, le doute ne semble pas permis. En 1986, le président de la République devra s'incliner devant la nouvelle majorité, ou céder la place. La véritable partie se jouerait donc entre Giscard, Barre et Chirac, qui parlent d'unité en affûtant leurs couteaux.

Une sage maxime enseigne pourtant qu'il ne faut pas vendre - ou se disputer - la peau de l'ours avant de l'avoir tué. De fait, il est fréquent, sous la Vème République, que le pouvoir perde les élections locales et remporte les législatives comme on l'a vu sous le précédent septennat. En outre, le mode de scrutin n'est pas encore connu. Enfin, et surtout, le président de la République n'a certainement pas dit son dernier mot.

AMBIGUITÉ

D'ailleurs, voici que le Président entre en campagne, parcourant le pays pour expliquer et répondre. A Grenoble, à Rennes, en Picardie, François Mitterrand s'est montré décidé à affronter l'épreuve. Il le fera avec la ténacité qu'on lui connaît. Une telle attitude ne manquera pas de reconforter le «peuple de gauche», qui pensera retrouver ainsi le premier secrétaire du Parti socialiste et le candidat victorieux. Une telle campagne inquiétera au contraire ceux qui, en 1981, souhaitaient moins la défaite de la droite que la mise en œuvre d'un projet pour tous les Français. Notre système politique contraint en effet le chef de l'Etat à vivre dans une ambiguïté permanente. Président légal de tous les Français, il n'est l' élu que de la moitié d'entre eux et risque de demeurer tout au long de son mandat un partisan, ou de le redevenir à l'occasion d'une élection cruciale. Valéry Giscard d'Estaing n'avait pas résisté à cette logique et ne cessa d'être un éternel candidat. L'actuel Président, qui a compris les institutions, s'efforce au contraire de respecter le caractère arbitral de sa fonction.

Mais la voie est étroite, et se rétrécit encore quand l'échéance se précise. Entre le Président qui vient renouer un dialogue avec le peuple français et l'ancien responsable socialiste qui aide ceux



par
bertrand
renouvin

de son camp, la différence n'est pas toujours visible. Comment exprimer la conviction - socialiste ou libérale - d'une partie de la nation et la représenter en même temps dans sa totalité ? Le paradoxe est insurmontable dans notre système politique, et sa résolution exigerait un autre mode de dévolution du pouvoir - héréditaire comme dans la moitié des pays de l'Europe de l'Ouest, afin que le chef de l'Etat cesse d'être à la fois juge et partie.

Sans jamais perdre de vue ce paradoxe et sa solution institutionnelle, faut-il se résigner à la logique actuelle, qui rend le pouvoir incertain de lui-même et accroît de ce fait les divisions dans le pays ? Une autre attitude est possible qui vise à préserver l'esprit des institutions - monarchique selon nous - et à soutenir celui qui s'en rapproche et s'en inspire le plus. Telle fut la raison essentielle de notre choix de 1981, que nous ne regrettons pas même si nos critiques furent souvent rudes.

Comme le montre Frédéric Grendel dans un livre savoureux et profond (1), François Mitterrand est, malgré sa longue opposition, le véritable continuateur de la politique du général de Gaulle, par son sens de l'Etat, par sa compréhension du passé de notre pays et par sa volonté de servir le projet millénaire de notre nation. Le rappel de quelques faits permet de vérifier ce que le témoignage incontestable de Frédéric Grendel est venu établir. D'abord la fermeté de notre politique extérieure, malgré un respect excessif de la puissance américaine, et la soli-

dité de notre politique de défense, en dépit des complaisances à l'égard de l'OTAN. Ensuite le désir d'unité nationale, toujours exprimé, sinon réalisé en raison des pesanteurs propres au jeu politique. Reste l'économie, point faible de la première moitié du septennat à cause de l'épuisement du projet socialiste et de son remplacement par une gestion - pas plus mauvaise que l'ancienne - trop inspirée par l'idéologie du marché. Reste aussi, dans la partie négative de ce bilan, la crise d'identité de notre société, bien antérieure à 1981, mais pas dominée depuis.

UNE NOUVELLE DONNE

Dès lors, que peut-on espérer dans le proche avenir ? Sans aucun doute, rien d'une droite sans cesse démentie dans ses prévisions apocalyptiques et qui se présente sans projet pour le pays et sans autre ambition, pour elle-même, que la reconquête d'un pouvoir dont elle s'estime abusivement propriétaire. Quand au parti dominant, qui est largement responsable du divorce entre le pouvoir et l'opinion, il ne semble pas capable de se dépasser lui-même, ni de se sauver par ses propres moyens, tant il s'obstine à repousser ceux qui, parmi les socialistes, parlent un nouveau langage et s'efforcent d'imaginer une autre politique.

C'est donc au Président qu'il appartient de délivrer une nouvelle donne. Il le peut s'il indique, par son attitude, qu'il refuse d'entrer dans une logique d'affrontement. Il le peut s'il retrouve le mouvement du 10 mai 1981, qui fut récupéré et malmené par le parti dominant. La victoire, ce jour-là, ne fut pas donnée par les seuls électeurs de gauche, mais par un mouvement spontané qui dépassait les clivages traditionnels. Longtemps négligé, et voué par les stratèges du Parti socialiste à l'absorption dans la gauche, ce mouvement demeure et grandit, hors des partis, mais capable de répondre à l'appel de celui qui saura parler le langage du rassemblement et lui présenter un projet susceptible de l'entraîner à nouveau. C'est ce langage et ce projet que nous espérons.

Bertrand RENOUVIN

(1) Frédéric Grendel - *Quand je n'ai pas de bleu je mets du rouge* - Fayard.